

# La situation économique de la Somalie sous tutelle italienne en 1958 et 1959

A. M. MORGANTINI

*(traduction)*

## **I. Introduction**

Du début de l'année 1958 au milieu de l'année 1959, la Somalie a continué à perfectionner ses organes politiques et administratifs. La population a prouvé qu'elle comprenait l'importance de créer un Etat doté d'institutions modernes. A ce propos, rappelons l'entrée en vigueur du Code du Travail, le 1er janvier 1959, les élections administratives qui se sont déroulées dans l'ordre, en octobre 1959, dans 45 municipalités et les élections politiques de mars 1959, suivies de la constitution de la première Assemblée législative.

Dans le secteur économique, la mise en oeuvre des plans de développement se poursuit ; on en attend des bénéfices concrets pour la population.

Comme ces plans remontent à 1954 et intéressent tous les secteurs de l'économie, le lecteur sera peut-être tenté de connaître dès l'abord les modifications structurelles et les accroissements de production auxquels ils ont donné lieu. Les données ci-dessous répondent à cette question. On peut dire que deux processus évolutifs se sont manifestés au cours de ces dernières années, entraînant une amélioration du niveau de vie pour d'assez larges couches de la population. En premier lieu, l'organisation administrative et le développement de l'instruction ont permis à de nombreux somalis de gravir les échelons de la pyramide économique et sociale et de passer d'occupations purement manuelles à des occupations politiques et administratives, et ce jusqu'aux grades les plus élevés (ministres, sous-secrétaires, chefs de départements de ministères, inspecteurs et maîtres d'école, préfets régionaux, commissaires de district, magistrats, officiers sanitaires, agronomes, techniciens du bâtiment, etc.) ; en sorte que l'expansion du personnel civil somali a correspondu à la diminution du nombre

des employés italiens de tout grade. A la fin de 1958, le personnel somali comprenait 4.713 unités, dont 404 femmes, et ces chiffres ont encore augmenté au cours des premiers mois de 1959. La participation féminine est remarquable pour un pays où la présence des femmes au sein de l'administration publique eût été impensable, il y a quelques années à peine.

Si l'on ajoute à ce personnel les 3.811 membres des forces de police : commandant, officiers, inspecteurs, agents, etc., l'on arrive à un total de 8.800 employés civils et militaires, ce qui représente au moins 35.000 personnes jouissant d'un solide revenu moyen, dépassant de loin les limites de la subsistance.

D'autre part, le développement de l'économie a encouragé les somalis à s'engager dans des activités secondaires et tertiaires ; de nombreux somalis se trouvent aujourd'hui à la tête d'entreprises industrielles et commerciales parfois assez importantes ; dans le domaine des activités primaires, beaucoup d'agriculteurs stables, déplacés dans les bassins fluviaux, ont adopté des méthodes de culture plus rationnelles, grâce aux vastes travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre des plans économiques ; ils ont ainsi pu améliorer leur niveau de vie ; il en est de même pour des dizaines de milliers d'éleveurs de bétail en transhumance ; les puits et les autres ressources hydrauliques, en augmentant les possibilités d'abreuvement, leur ont permis de réduire le rayon de leurs déplacements et d'utiliser les pâturages d'une façon plus rationnelle.

## 2. Les bilans du territoire et les investissements en travaux publics

La formation du gouvernement somali, qui préside à l'activité des divers Ministères, a entraîné depuis 1956 l'existence de deux bilans distincts ; l'un concerne le fonctionnement des services administratifs dépendant de ce gouvernement, l'autre englobe les services civils et militaires, les investissements en travaux publics et en travaux de mise en valeur économique, qui relèvent toujours de l'Administration de tutelle.

De 1956 à 1959, le passage graduel d'attributions de cette Administration au Gouvernement a fait que les dépenses de l'Administration ont été en s'amoinsant, tandis que celles du Gouvernement de la Somalie augmentaient. Le Gouvernement assumera l'ensemble des attributions dès l'indépendance. Les deux bilans se présentent comme suit (en millions de somali. Un So. = \$ 0,14).

	1956	1957	1958	1959 (prévisions)
Bilan de l'Administration de Tutelle	46,2	44,5	44,9	30,0
Bilan du Gouvernement	60,0	56,7	68,4	70,5

Dans les prévisions pour 1959, les dépenses à charge du bilan de tutelle ne se montent plus qu'à 17,8 millions de So. ; ces sommes sont destinées en majeure partie à la réduction du personnel italien exerçant encore en Somalie

SOMALIE SOUS TUTELLE ITALIENNE

des fonctions d'experts ou de conseillers et au fonctionnement de certains services sanitaires et éducatifs ; en outre, dix millions sont prévus pour les dépenses de mise en valeur économique ; les quelque deux millions restants sont destinés à couvrir les dépenses militaires. Dans l'ensemble, les dépenses prévues par les deux bilans se répartissent comme suit :

Tableau I. — Bilan de l'administration de tutelle et du Gouvernement somali.

Description	1956	1957	1958	1959 (prévisions)
Dépenses intéressant les services civils (millions de So.)	86,5	85,9	90,9	87,3
Travaux publics et mise en valeur économique .....	8,9	10,0	10,9	10,9
Dépenses militaires .....	10,7	5,3	3,9	2,3
Total des dépenses .....	106,1	101,2	105,7	100,5
Recettes du territoire .....	44,2	48,9	60,0	60,5
Déficit .....	61,9	52,3	45,7	40,0

L'on observera que de 1956 à 1959, les recettes du territoire ont augmenté de plus de 36 % (elles ont doublé depuis 1951, première année complète d'administration de tutelle). Cette augmentation, jointe à certaines réductions de dépenses, a permis de réduire le déficit, dont on sait qu'il est couvert par la contribution de l'Etat italien.

Les crédits inscrits au bilan annuel de l'Administration de tutelle ont permis depuis 1950 d'importants investissements dans les secteurs des communications (routes, ports, aéroports, ouvrages fluviaux), des puits de villages, des centrales électriques, des bâtiments publics. Pour les quatre dernières années, ces investissements se résument comme suit :

Année	Investissements			Total pour l'année	Total des dépenses du rer avril 1950 au 31 décembre de l'année
	sociaux	d'infra- structure	Entretien		
1955	2.618.940	1.283.460	3.357.296	7.259.696	55.797.191
1956	1.895.535	928.458	4.010.065	6.834.058	62.631.549
1957	1.032.100	511.700	4.479.170	6.022.970	68.654.519
1958	2.262.500	565.085	5.722.565	8.550.150	77.204.669
TOTAUX	7.809.075	3.288.703	17.569.096	28.666.874	—

Les investissements sociaux sont allés aux bâtiments civils, sanitaires, scolaires et pénitentiaires ; les dépenses d'infrastructure ont permis d'améliorer les communications routières, maritimes, aériennes, radio-télégraphiques et fluviales. L'entretien des bâtiments et travaux est avant tout destiné à la revalorisation

de ces investissements ; ceux-ci, tout en n'étant pas directement productifs, modifient la structure du « fonds patrimonial », base du revenu national, dans des secteurs essentiels au progrès économique et social (services publics en général) ; d'autre part, ils procurent du travail à une nombreuse main d'oeuvre spécialisée et non spécialisée, lui assurant du même coup une formation professionnelle.

Notre précédente chronique donnait le détail de ces investissements pour les exercices 1956-57 ; voici les chiffres correspondants pour l'année 1958 :

NATURE DE L'OPERATION	INVESTISSEMENTS 1958			Total des dépenses, du 1er avril 1950 au 31 décembre 1958	
	Sociaux	Infra- structure	Entretien 1958	TOTAL 1958	
Routes et pistes .....	—	166.500	884.915	1.051.415	16.246.468
Aéroports .....	—	33.585	129.000	162.585	1.060.968
Ouvrages portuaires ..	—	91.000	125.250	216.250	4.819.995
Phares et sémaphores maritimes .....	—	—	130.000	130.000	55.000
Constructions civiles ..	210.500	—	638.900	849.400	12.743.524
Puits .....	—	27.000	1.193.000	1.220.000	3.133.400
Ouvrages fluviaux ...	—	247.000	211.500	458.500	3.414.580
Centrales électriques, usines, installations, etc. et fonctionne- ment .....	—	—	1.760.000	1.760.000	14.1176.635
Bâtiments sanitaires ...	657.000	—	270.000	927.000	8.279.461
Bâtiments pénitentia- ires .....	27.700	—	140.000	167.700	2.402.964
Bâtiments scolaires ...	1.367.300	—	240.000	1.607.300	10.476.474
Totaux ...	2.262.500	565.085	5.722.565	8.550.150	77.204.669

Les travaux effectués en 1958 ont exigé l'emploi de 410 ouvriers spécialisés et 1.322 ouvriers non-spécialisés, pendant 135.705 et 392.270 journées-ouvrier, soit au total 1.732 personnes employées et 527.975 journées-ouvrier.

### 3. Les terres cultivées et les produits agricoles. L'élevage.

Les conditions écologiques limitent la culture à des superficies réduites par rapport à l'extension totale du territoire, qui dépasse 46 millions d'hectares. La terre utilisable est évaluée à 39 % de ce total, soit 18 millions d'hectares, tandis que 43 %, soit 20 millions d'ha., sont utilisés de façon plus ou moins extensive pour l'élevage du bétail, qui représente la principale ressource relevant de l'économie « de subsistance ». Quelque 17 % sont considérés comme utilisables pour l'agriculture, ce qui représente une surface considérable ; aussi, l'on ne doit pas craindre le manque de terre, même si l'on envisage une extension de l'agriculture au détriment de l'élevage. La situation des terres cultivées, suivant les évaluations des experts, se présente comme suit (en ha.) (1) :

(1) Rapport du Gouvernement italien à l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'administration de tutelle de la Somalie.

## SOMALIE SOUS TUTELLE ITALIENNE

Terres	au 31 décembre	
	1957	1958
à cultures herbacées .....	85.000	95.000
en jachère temporaire .....	47.500	50.000
à plantes et arbres fruitiers (en particulier bananeraies) .....	13.000	13.000
jardins et potagers .....	500	500
superficie totale de la zone irriguée (zones inondées non comprises) .....	146.000	150.500
cultures en terres sèches (variant suivant la courbe pluviométrique) .....	325.000	250.000
en jachère temporaire .....	329.000	400.000
Soit un total de terres cultivées de 800.500 ha.		

De nouvelles terres ont été amendées avec le concours de l'Administration de tutelle, directement ou par l'entremise de l'A.S.E.S. (Agence pour le développement économique de la Somalie) ; cet organisme, fondé et financé par l'Administration italienne, opère suivant les directives d'un Comité interministériel somali pour le Développement économique du pays. Dans l'ensemble, les terres gagnées en 1958 se montent à 18.750 ha. irrigués et 1.150 ha. de terres sèches.

L'agriculture se pratique surtout le long des fleuves, grâce à un réseau complexe de dérivations d'eau ; d'autres cultures, moins importantes, sont pratiquées sur des terres dispersées situées principalement entre les deux fleuves, et qui reçoivent suffisamment de pluies. L'extension effective des cultures et la production agricole sont étroitement liées au degré pluviométrique des deux saisons agricoles, celles du *gon* (avril-juillet), et celle, moins importante, du *der* (septembre-décembre). Ceci explique les oscillations reproduites dans le tableau ci-dessous, réalisé d'après les évaluations, très approximatives, des experts italiens de l'Administration.

Produits	1956		1957		1958	
	ha.	quintaux	ha.	quintaux	ha.	quintaux
Doura .....	313.400	504.600	562.400	1.179.000	324.900	650.300
Maïs .....	71.600	500.600	76.558	486.064	66.558	465.700
Haricots .....	2.500	5.200	5.035	9.800	4.082	8.164
Arachides .....	1.295	12.818	2.400	28.430	2.400	22.200
Bananes .....	(a) 8.800	650.000	8.600	600.000	8.498	830.000
Sésame .....	11.500	29.800	28.750	74.350	28.500	66.280
Canne à sucre .....	2.500	(b) 88.909	1.146	(b) 100.032	1.230	(b) 110.495
Coton (fibre) .....	6.100	4.400	5.800	5.900	10.200	14.156
Tabac à mâcher .....	200	1.100	150	800	150	800

(a) La superficie se rapporte au 1er juillet — (b) Sucre produit.

Les baisses constatées en 1958 se rapportent surtout aux cultures en zones sèches, car la production des zones inondées ou irriguées a été assez favorable, grâce aux disponibilités en eau offertes par les deux fleuves.

En ce qui concerne l'élevage, le dernier *Rapport* de l'Italie aux Nations Unies (1958) n'offre guère de données nouvelles (2). Un des tableaux statistiques de ce rapport indique encore la répartition territoriale du bétail selon une évaluation remontant au 30 juin 1952 ; ces données ne peuvent plus être considérées comme valables, car les variations saisonnières et d'autres facteurs ont certainement influé sur l'accroissement naturel et sur l'abattage à des fins alimentaires. Le calcul du revenu rapporté en 1955 par les trois secteurs économiques (agriculture, forêts, bétail), permet de donner les indications suivantes, en chiffres arrondis :

Espèce	Evaluations (3)	
	au 30 juin 1952	à la fin de 1955
bovidés	842.000	911.000
dromadaires	1.300.000	1.400.000
capridés	2.917.000	4.100.000
ovidés	643.000	875.000
asinés	19.000	25.000
chevaux	250	250

Depuis 1955, les nouvelles ressources hydrauliques créées dans le cadre des plans de développement économique (puits et bassins) ont soustrait une partie du bétail aux aléas de la mauvaise saison ; l'on peut en conclure que le patrimoine zootechnique a beaucoup augmenté. Ces réalisations ont surtout profité aux bovidés et aux dromadaires. Il est probable que le cheptel bovin comprend actuellement plus de 950.000 têtes, les dromadaires 1.450.000 têtes au moins ; les capridés ont dû augmenter dans la proportion de 15 % par rapport à la fin de 1955 et les ovidés, dans la proportion de 10 %. Ces accroissements devraient être affectés principalement aux trois exercices 1957-1959. Si ces hypothèses sont exactes, le revenu du patrimoine zootechnique, évalué pour l'année 1955 à 87 millions de So., doit s'établir aux alentours de 100 millions pour l'année 1958.

#### 4. Les plans de développement économique.

Ces plans, prévus pour les sept années 1954-1960, ont une importance capitale pour la mise en valeur des ressources du pays. Ils se concrétisent dans des

(2) On peut en dire de même des Renseignements supplémentaires au Rapport 1958 sur l'administration de tutelle de la Somalie concernant la période du 1er janvier au 21 mai 1959, Rome, juin 1959.

(3) Etablies par nos soins.

investissements qui se répartissent, selon leur destination, en trois catégories aujourd'hui admises dans le vocabulaire économique international : les investissements sociaux, les investissements d'infrastructure et les investissements productifs.

Les dépenses d'investissements de grèvent pas le bilan du Gouvernement somali, mais celui de l'Administration de tutelle ; celle-ci les effectue soit directement, soit par l'intermédiaire de l'A.S.E.S. (Agence pour le développement économique de la Somalie) ; créé en 1956, cet organisme a pour but de faciliter la mise en oeuvre des plans et d'en appuyer la réalisation auprès du C.I.S.E. (Comité interministériel pour le développement économique) ; ainsi les Ministres somalis ont la pleine responsabilité de la mise en oeuvre des projets de développement. Mais d'autres organismes ont contribué, en vertu d'accords bilatéraux, à la réalisation de travaux prévus dans les plans ; il s'agit de l'U.S.O.M., l'I.C.A. et surtout le F.V.S. (Fonds de Mise en Valeur de la Somalie), créé en vertu de l'Accord pour la coopération économique et l'assistance technique, conclu entre le Gouvernement italien et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 28 juin 1958 ; le fonds est financé par moitié par chacun des gouvernements. Depuis peu, des investissements du secteur privé figurent dans les plans.

Aux importants investissements sociaux et d'infrastructure prévus par les plans et mis en oeuvre au cours des années antérieures, il faut ajouter ceux réalisés par l'Administration de tutelle indépendamment des plans eux-mêmes ; en outre, les investissements productifs ont connu en 1958 un accroissement remarquable, indiqué dans le tableau ci-dessous (*Voir page suivante*).

L'ensemble des investissements effectués en 1958 représente 15 % du total prévu pour les 7 années ; le pourcentage tombe à 13 % si l'on considère uniquement les investissements publics et monte à 23 % si l'on considère uniquement les investissements privés.

Les investissements productifs sont nettement prépondérants ; ceux réalisés par des organismes publics pour la promotion de l'agriculture se traduisent surtout par des travaux de canalisation, endiguement, organisation de fermes modèles, bassins hydrauliques, etc., tandis que les investissements sociaux et les investissements d'infrastructure vont aux ponts, passages routiers, silos. Dans le domaine de l'élevage, des puits ont été forés à la sonde ou creusés ; un bassin hydraulique de 2.000 m<sup>3</sup> a été constitué. En ce qui concerne les communications, les investissements ont été affectés aux routes, aux marchés, aux installations électriques ; les investissements industriels ont été affectés à la pêche ; en matière de crédit, 800.000 So. ont été consacrés à augmenter le fonds destiné à la construction de logements.

Les investissements privés pour l'assainissement urbain ont été affectés à la construction de maison en maçonnerie et en bois ; les investissements industriels ont intéressé la sucrerie, les usines de conserves de viande et de poisson, les dépôts de carburants, les centrales électriques, les établissements pour l'extraction de la papaine et le renforcement du parc de camions lourds.

*Investissements publics et privés réalisés dans le cadre des plans de développement économique 1954-60 en 1958 (en Somalios).*

124

A. M. MORGANTINI

Secteurs d'investissement	Organisme chargé du financement	sociaux	Investissements d'infrastructure	productifs	Total	% des prévisions pour les 7 années
1. Agriculture	A.F.I.S.	30.000	—	29.500	59.500	
	A.S.E.S.	1.076.852	—	237.445	1.314.297	
	F.V.S.	225.326	77.146	2.993.300	3.295.832	
Total inv.'s publics	—	1.332.178	77.146	3.260.305	4.669.629	15
2. Elevage	A.F.I.S.	290.559	100.000	2.545.602	2.936.161	
	F.V.S.	—	—	684.103	684.103	
Total inv.'s publics	—	290.559	100.000	3.260.305	3.620.264	15
3. Communications	A.F.I.S.	—	1.137.823	—	1.137.823	
	F.V.S.	—	66.511	—	66.511	
Total inv.'s publics	—	—	1.254.334	—	1.254.334	4
5. Assainissement urbain	A.F.I.S.	—	994.808	—	994.808	33
	Privés	—	—	1.700.000	1.700.000	43
Totaux	—	—	994.808	1.700.000	2.694.808	39
6. Artisanat	A.F.I.S.	—	—	10.800	10.800	3
7. Industrie	A.F.I.S.	—	—	178.532	178.532	
	F.V.S.	—	—	22.407	22.407	
	I.C.A.	—	—	397.593	397.593	
	Privés	—	—	598.532	598.532	31
Totaux	—	—	—	4.741.000	4.741.000	21
8. Crédit	A.F.I.S.	—	—	5.938.067	5.938.067	25
	F.V.S.	—	—	800.000	800.000	
Total inv.'s publics	—	—	—	23.597	23.597	
Formation de techniciens	F.V.S.	—	—	823.597	823.597	18
Totaux	—	—	—	459.900	459.900	
9. Formation de techniciens	A.F.I.S.	320.559	2.282.631	3.564.434	6.167.624	
	A.S.E.S.	1.076.852	—	237.445	1.314.297	
	F.V.S.	225.326	143.657	4.183.367	4.552.350	
	I.C.A.	—	—	397.593	397.593	
Total inv.'s publics	—	1.622.737	2.426.288	8.382.839	12.431.864	13
Privés	—	—	—	6.441.000	6.441.864	23
Totaux généraux	—	1.622.737	2.426.288	14.823.839	18.872.864	15



**Le tableau ci-dessous résume les investissements réalisés de 1954 à 1958 au regard des prévisions septennales.**

Prévisions concernant la période de 7 ans 1954-1960		Investissements effectués au 31 décembre 1958						
Secteurs d'investissements	Organisation chargée du financement	Dépenses So.	Non Lucratifs So.	De base So.	Productifs So.	Totaux So.	% des prévisions	
1. Agriculture ...	Administration	30.509.714	663.340	500.350	7.358.824	8.522.514	27,9	
	A.S.E.S.		1.643.517	—	768.511	2.412.028	7,9	
	F.V.S.		625.415	2.254.726	8.896.865	11.777.006	38,6	
	Total ...		2.932.272	2.755.076	17.024.200	22.711.548	74,4	
2. Zootechnie .....	Administration	24.071.428	137.000	475.000	7.277.555	7.889.555	32,8	
	A.S.E.S.		590.539	80.000	4.261.602	4.932.141	20,5	
	F.V.S.		—	81.300	4.056.086	4.137.386	17,2	
	U.S.O.M.		—	—	2.266.000	2.266.000	9,4	
	S.A.C.A.		—	350.000	—	350.000	1,4	
Total ...	727.539	986.300	17.861.243	19.575.082	81,3			
3. Communica- tions .....	Administration	30.580.000	50.000	15.456.012	—	15.506.012	50,7	
	A.S.E.S.		—	3.592.818	—	3.592.818	11,8	
	F.V.S.		—	66.511	—	66.511	0,2	
	S.A.I.S.		—	470.000	—	470.000	1,5	
	S.A.G.		—	—	—	—	—	
Total ...	50.000	19.585.341	—	19.635.341	64,2			
4. Assainissements	Administration	3.000.000	—	1.212.200	—	1.212.200	40,4	
	A.S.E.S.		—	1.199.136	—	1.199.136	40,0	
	Municipalités : Mogadiscio		—	633.329	—	633.329	21,1	
	Merca		—	77.000	—	77.000	2,6	
	Privés		4.000.000	4.815.000	—	4.815.000	120,4	
Total ...	7.000.000	4.815.000	3.121.665	—	7.936.665	113,4		
5. Artisanat .....	Administration	420.000	—	—	187.599	187.599	44,8	
6. Industrie .....	Administration	700.000	—	—	159.460	159.460	22,8	
	A.S.E.S.		—	—	372.665	372.665	53,3	
	F.V.S.		—	—	22.407	22.407	3,2	
	Privés		23.000.000	—	—	19.401.000	19.401.000	84,3
	Total ...		23.700.000	—	—	19.955.532	19.955.532	84,2
7. Commerce ...	Administration	2.100.000	—	—	1.336.705	1.336.705	63,7	
	A.S.E.S.		—	—	50.000	50.000	2,4	
	Total ...		—	—	1.386.705	1.386.705	66,1	
8. Crédit .....	Administration	4.700.000	—	—	4.900.000	4.900.000	104,2	
	A.S.E.S.		—	—	800.000	800.000	17,0	
	F.V.S.		—	—	23.597	23.597	0,4	
	Privés		1.200.000	—	—	1.200.000	100,0	
Total ...	5.900.000	—	—	6.923.597	6.923.597	117,3		
9. Formation de techniciens .....	F.V.S.	—	753.360	—	—	753.360	753,4	
10. Résumé .....	Municipalités : Mogadiscio	96.081.142	—	633.329	—	633.329	0,6	
	Merca		—	77.000	—	77.000	0,1	
	Administration		850.340	17.643.562	21.220.143	39.714.045	41,3	
	A.S.E.S.		2.234.056	4.871.954	6.252.778	13.358.788	13,9	
	F.V.S.		1.378.775	2.402.537	12.998.955	16.780.267	17,5	
	U.S.O.M.		—	—	2.266.000	2.266.000	2,4	
	S.A.I.S. (a)		—	470.000	—	470.000	0,5	
	S.A.C.A. (a)		—	—	—	—	—	
	S.A.G. (a)		—	350.000	—	350.000	0,4	
	Total investisse- ments publics....		—	4.463.171	26.448.382	42.737.876	73.649.425	76,7
Investissements privés .....	28.200.000	4.815.000	—	20.601.000	25.416.000	90,1		
Total...	124.281.142	9.278.171	26.448.382	63.338.876	99.065.429	79,7		

(a) Sont considérés comme investissements publics pour les travaux qu'ils ont financés.

Les travaux effectués au cours de cette année ont occupée 2,892 personnes pendant 1.050.790 journées-ouvriers.

Il s'agit, bien entendu, des investissements réalisés dans le cadre des plans de développement économique ; mais il en est bien d'autres, à commencer par ceux qui depuis de nombreuses années ont permis la création de plus de deux cents entreprises agricoles le long des deux fleuves ; celles-ci, surtout au cours de ces dernières années, ont fourni plus de 60 % des exportations du territoire, grâce à leurs bananeraies ; elles ont aussi répondu à la demande en sucre. Ces investissements, traduits en valeur monétaire actuelle, représentent des centaines de millions.

Le *Rapport* de 1955 estimait déjà à 36 millions de So. les investissements réalisés depuis le début de l'Administration de tutelle, dont 11 millions pour l'année 1955 elle-même. Ces investissements comprenaient les montants relatifs aux recherches pétrolières. Le *Rapport* de 1958 fournit des indications sur les dépenses supportées par deux compagnies pétrolières, la *Sinclair Somal Corp.* et la *Mineraria Somala*, depuis leur mise en activité. De 1952 à 1958, ces dépenses se montent respectivement à 102.051.927 et à 39.390.696 So. En réalité, il n'est pas possible de distinguer nettement entre investissements réels et dépenses d'exercice ; mais une grosse partie des dépenses a été affectée au matériel industriel ; en outre, les recherches géologiques qui ont précédé les sondages doivent être considérées comme des investissements non immédiatement lucratifs mais importants pour l'avenir. Malheureusement, les sondages, dont certains s'étendent sur des milliers de mètres, n'ont pas donné de résultats jusqu'à présent. Au cours des deux dernières années, de nouvelles recherches ont été entreprises dans les régions du Bas et du Haut Djouba à l'initiative de la *Frobisher Ltd* et dans la zone intérieure du Modough, par la *Standard Vacuum Oil Co* ; ces recherches en sont encore à la phase des études et des relevés.

Les *Rapports* successifs donnent les chiffres suivants pour les investissements dans d'autres secteurs : 1956 : constructions civiles, 180.000 So. dont 160.000 investis par des Somalis ; agriculture (1er semestre), 4.200.000 So. ; 1957 : constructions civiles, 3.199.700 So., dont 1.539.700 investis par des Somalis, le restant par des étrangers, surtout par des Italiens ; 1958 : constructions civiles, 1.890.000 So., dont 1.400.000 investis par des Somalis.

On ne connaît pas le montant des investissements agricoles pour le deuxième trimestre de 1957 et pour 1958, mais ils paraissent avoir été considérables. Les investissements en constructions diverses sont dûs à l'amélioration des conditions de vie et aux perspectives favorables offertes par les besoins de l'Etat somali, dont l'indépendance est imminente.

Grâce aux investissements anciens et nouveaux, les activités industrielles ont progressé de manière satisfaisante. Notons l'importance croissante des entreprises dirigées par des Somalis ; elles se rattachent à toutes les branches d'activités, y compris les constructions et même les travaux publics. Les deux industries de viande de boeuf et les deux usines de thon ont eu des exportations satisfaisantes.

L'accroissement de l'activité industrielle et de la consommation a influé sur la production d'énergie électrique ; à la fin de 1958, on comptait 91 usines de production représentant 6.803 kW installés et une production annuelle de 8.617.861 kWh.

5. **Crédit, commerce et trafic commercial**

Le développement de l'économie se reflète aussi dans le secteur bancaire. La situation des dépôts bancaires à la fin de chaque année se présente comme suit (en millions de So.) :

<i>Dépôts</i>	1955	1956	1957	1958
des organismes publics	19	15	21	18
des particuliers	31	33	31	38

Les crédits accordés suivent la courbe suivante :

	<i>Nombre d'opérations</i>	<i>Millions de So.</i>
1955	6.968	122
1956	7.841	62
1957	11.842	69
1958	11.560	74

Le crédit commercial et artisanal vient en tête tant par le nombre d'opérations que par leur montant global ; il est suivi par le crédit agricole et industriel, domaine où les Somalis sont assez bien représentés. Ces derniers bénéficient en outre de l'activité du « Crédit somali », qui a réalisé les opérations suivantes :

	Au cours de 1958		Depuis son institution jusqu'au 31 décembre 1958 (56 mois)	
	Opérations	So.	Opérations	So.
1. Agriculture (pour 98.655 ha. de cultures)	301	406.000	12.968	4.265.000
2. Artisanat .....	22	81.000	172	1.202.000
3. Pêche .....	3	60.000	102	426.000
4. Crédit ordinaire .....	184	4.043.000	245	5.637.000
5. Encens .....	—	—	211	4.992.000
6. Bâtiments .....	22	850.000	27	271.000
7. Institutions de l'Etat (décret n° 93 du 4 août 1958)	7	6.500.000	7	6.500.000
8. Institutions para-gouvernementales (opérations à caractère agricole et social) .....	3	1.600.000	3	1.600.000
Totaux ...	542	13.540.000	13.685	25.593.000

Ces crédits ont été accordés presque entièrement à des autochtones, à l'exception du crédit ordinaire, où ils n'interviennent que pour 85 % des opérations et 48 % du montant global. Le crédit à la construction fut très efficace ; il a permis la réalisation de 35 bâtiments représentant 221 pièces et couvrant une superficie de 7.054 m<sup>2</sup>.

Les échanges internes se sont intensifiés ; ils ont porté d'une part sur les produits locaux (produits agricoles, bétail et ses dérivés, expédiés vers les centres urbains, surtout ceux du Nord), d'autre part sur les produits d'importation, surtout les tissus.

En ce qui concerne le commerce maritime, on trouvera ci-dessous les données correspondant à celles fournies dans les chroniques précédentes :

## NAVIGATION POUR OPERATIONS DE COMMERCE

Années	Navires entrés				Navires sortis			
	Nombre	Jaugeage net (milliers de tonnes)	Marchandises débarquées (milliers de tonnes)	Voyageurs débarqués	Nombre	Jaugeage net (milliers de tonnes)	Marchandises embarquées (milliers de tonnes)	Voyageurs embarqués
1955	1.083	610	67	2.868	1097	610	86	3.728
1956	1.068	556	74	3.473	1.062	554	81	3.602
1957	1.093	581	67	2.268	1.038	580	103	2.508
1958	1.245	652	83	2.593	1.221	645	123	2.922

Les traditionnels *sambouks* à voile restent les plus nombreux, mais les statistiques montrent un progrès en ce qui concerne les bateaux à propulsion mécanique ; c'est évidemment à ces derniers que revient la plus grande partie du tonnage de jauge et des marchandises ; quant aux passagers, ils font toujours largement usage des *sambouks* pour leurs déplacements entre les divers ports et escales du Territoire et le long des côtes africaines et des pays arabes. Le port de Mogadiscio est le plus actif pour les trafics de tout genre ; il est suivi par Chisimaio, Merca, Basaso, etc.. Les principaux pavillons sont l'italien et le somali, suivis par l'anglais et les pavillons arabes.

Le commerce extérieur (commerce spécial) a progressé de façon irrégulière. En ce qui concerne les importations, les besoins en produits agricoles et manufactures (même en biens instrumentaux) varient d'une année à l'autre ; quant aux exportations, elles sont influencées par le plus grand volume de bananes exportées vers l'Italie (62 % du total des exportations en 1958), mais aussi par les exportations d'animaux vivants, de viande et de thon en boîte, de céréales, etc. ; l'an dernier, les produits alimentaires sont intervenus pour 77 % dans la valeur totale des exportations. Les peaux brutes, le bois à brûler, l'ivoire, l'encens, le myrrhe y sont intervenus de leur côté pour 20 %.

Années	Importations		Exportations	
	milliers de tonnes	millions de So.	Milliers de tonnes	millions de So.
1955	57	101	65	75
1956	63	115	64	65
1957	54	117	82	77
1958	63	102	102	96

La réduction du déficit est appréciable ; il ne faut cependant pas perdre de vue qu'elle est due principalement à l'augmentation des exportations de bananes ; or, celles-ci sont vendues sur le marché italien en vertu d'un monopole de vente qui entraîne l'application de prix spéciaux.

## 6. Monnaie, revenu national et balance des paiements

La circulation monétaire est réglementée, en vue de répondre aux besoins du marché, qui ont beaucoup augmenté au cours de ces dernières années. Dans

le cadre de ces besoins entre l'augmentation du pouvoir d'achat du *somalo* sur certains marchés voisins (Aden, Somaliland, Kenya, Zanzibar), avec lesquels les Somalis entretiennent des échanges séculaires ; les *sambouks* apportent dans ces pays le *doura*, le beurre fondu, le sésame, les animaux vivants, etc. et les échangent contre des tissus de coton, du riz, des épices, du thé (généralement d'origine indienne), des dattes, du café, etc. Ces échanges ne peuvent être entièrement contrôlés, car les voiliers peuvent partir de n'importe quel point de la côte. Leur importance pour les populations surtout côtières, fait qu'ils doivent être envisagés avec intérêt, notamment à cause des prix favorables auxquels ils donnent lieu.

Les besoins signalés plus haut ont maintenu la circulation monétaire des derniers mois de 1955 aux derniers mois de 1957, aux alentours de 34 millions de So. ; mais à la fin de cette dernière année, elle était déjà montée aux environs de 39 millions, pour dépasser, à la fin de 1958, 40 millions de So. Les réserves légales ont suivi presque au même rythme, en se maintenant un peu au-dessus de la circulation monétaire.

En ce qui concerne le montant du revenu, les calculs réalisés aux prix du marché pour les trois secteurs primaires (élevage, agriculture et forêts), relatifs à l'année 1955, sont périmés. Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, nous avons des raisons de croire que le revenu de l'élevage pour l'année 1958 s'établit aux alentours de 100 millions de So. En ce qui concerne l'agriculture, les données qui figurent dans le *Rapport* aux Nations Unies permettent de croire que le revenu afférant à l'économie dite « de subsistance », en 1958, dépasse de plus de 20 % celui de 1955, que nous avons estimé à 46 millions de So.). On ne dispose pas de bases d'appréciation directe en ce qui concerne le revenu forestier, c'est-à-dire le revenu de la brousse ; mais les exportations de charbon de bois, à elles seules, ont quintuplé, ce qui laisse supposer un accroissement considérable dans ce secteur également ; il n'est pas imprudent de le fixer à 50 % par rapport au revenu de 1955, estimé à 5 millions de So. Quant à l'agriculture convertible en termes « monétaires », c'est-à-dire l'agriculture pratiquée par les entreprises de mise en valeur dirigées par des européens, la production accrue de bananes permet déjà de conclure à un accroissement de 12 à 13 % par rapport au montant estimé pour 1955 (40 millions de So.). On aboutit ainsi au tableau suivant :

1. Economie de subsistance :	
a) élevage du bétail	100 millions de So.
b) agriculture	55 millions de So.
c) forêts (brousse)	8 millions de So.
2. Economie monétaire	
— agriculture	45 millions de So.

On arriverait ainsi pour l'ensemble des trois secteurs à un total de 208 millions de So., dont 78 % environ ressortissent de l'économie traditionnelle ; en 1955, celle-ci aurait connu le plus grand accroissement, grâce à la mise en oeuvre des plans de développement économique qui ont amélioré les conditions de l'élevage et de l'agriculture irriguée et inondée.

Nous ne disposons pas de bases d'appréciation sérieuses en ce qui concerne les autres secteurs économiques. Cependant, sur la base des données recueillies en 1955 et des modifications probables, on peut dire que dans l'ensemble, ces secteurs (industrie, transports et communications, commerce, crédit et assuran-

ces, fabrications, professions libérales, services domestiques rétribués et administrations publiques) ont produit au moins 140 millions de So. Il en résulterait un revenu global de 350 millions de So. Ce chiffre représente l'accroissement de richesse produit durant l'année grâce à l'utilisation du « fonds de production » existant sur le territoire national.

Mais pour avoir une idée complète des disponibilités du pays, il faudrait considérer aussi l'effet de ses relations avec les autres pays ; de ces rapports résulte un solide actif ou passif, une « composante externe » des totaux entrés dans le pays ; cet élément doit être additionné au revenu interne pour obtenir le revenu national global. Ce revenu global, à son tour, devrait s'équilibrer avec les sorties constituées par les consommations et les investissements.

Nous ne disposons pas de données analytiques à ce sujet ; aussi, pour éviter des doubles emplois, nous signalerons simplement que la balance des paiements, qui est un véritable compte de caisse, tenu en Somalie et en Italie par la Banque d'Italie, s'est soldé en 1958 par un déficit de plus de 6 millions de So. ; ce déficit provenait d'une part, du compte marchandises (import-export) tes marchandises et transports (27,5 millions) et celui des revenus de placements et versements des travailleurs, seulement partiellement compensés par les subsides du gouvernement italien et par d'autres subventions. Ce bilan s'établit comme suit (en millions de So.) :

<i>Années</i>	<i>Crédit</i>	<i>Débit</i>	<i>Solde</i>
1957	146,2	138,7	+ 7,5
1958	155,0	161,3	— 6,3

Ce n'est pas la première fois que ce solde change de sens d'une année à l'autre, car le bilan est influencé par la contribution italienne. Cette contribution a été réduite au cours de ces dernières années ; d'autre part, il peut aussi arriver qu'elle ne soit pas pas totalement transférée en Somalie au cours de l'exercice et ne soit donc pas entièrement enregistrée. C'est ainsi que le solde actif de 1957 est influencé par les 60 millions de So. auxquels se montait cette contribution ; tandis qu'en 1958, 38 millions seulement ont été enregistrés dans le bilan à ce titre. La contribution de 1957 compense le déficit des comptes marchandises et transports (27,5 millions) et celui des revenus de placements et versements (25 millions), ainsi que le léger solde passif du compte voyages à l'étranger. Un examen plus approfondi montre que de 1957 à 1958, le déficit des comptes marchandises s'est fortement réduit (de 27,5 à 16,5 millions) par suite de l'accroissement des exportations, tandis que les placements et les versements sont passés de 25,4 à 33,5 millions ; cette augmentation reflète dans un certain sens le progrès économique intervenu pendant l'année.

En ce qui concerne les valeurs étrangères, le solde du compte liras est actif en 1958, comme au cours des années antérieures. Il se chiffre à 1,7 millions de So. (22,8 en 1957), le solde actif en dollars, à 17,2 millions (contre 14,2 en 1957), représentés par les fonds destinés aux recherches pétrolières et par des dons des Etats-Unis (surplus agricoles). Mais le compte sterling (comprenant les roupies, shillings est-africains et livres égyptiennes) présente comme d'habitude un passif qui s'élève à 25,4 millions de So. (29,6 en 1957) ; ce déficit est dû comme toujours aux approvisionnements en carburants, thé, café, tissus, etc., qui dépassent de beaucoup les ventes de produits somalis faisant l'objet des traditionnels échanges avec cette zone monétaire.